

L'information émanant du secteur public : une ressource clef pour l'Europe – livre vert sur l'information émanant du secteur public dans la société de l'information

Commentaires de l'ABD-BVD avec le support de l'ECIA

Introduction

L'Association Belge de Documentation-Belgische Vereniging voor Dokumentatie est une association professionnelle qui regroupe en son sein des représentants des secteurs de l'enseignement, de la recherche et de la production de biens comme de services. Les secteurs public et privé y sont tous deux représentés. L'ABD-BVD est membre de l'ECIA - European Council of Information Associations, qui regroupe des associations similaires de 8 autres pays européens : France, Italie, Royaume Uni, Allemagne, Portugal, Finlande, Espagne et Suède, soit plus de 12.000 membres. Les commentaires qui suivent émanent à la fois de l'ABD et de l'ECIA (et l'Association Française, ADBS, fera également parvenir ses commentaires par courrier séparé).

Le Conseil d'Administration de l'ABD, où tous les groupes sont représentés, a pris connaissance du document COM(1998)585 de la Commission européenne intitulé : 'L'information émanant du secteur public : une ressource clef pour l'Europe – livre vert sur l'information émanant du secteur public dans la société de l'information '.

Positions de l'ABD-BVD et de l'ECIA

L'ABD-BVD et l'ECIA sont bien évidemment en faveur de telles initiatives qui mettent en exergue l'importance de l'information. Cependant, elles regrettent profondément que ce document reflète de façon aussi criante le point de vue du secteur privé, plus spécifiquement du secteur de l'édition et plus précisément encore des grands groupes d'édition multinationaux.

En entretenant une confusion permanente entre l'action politique et les seules issues économiques de celle-ci, le livre vert sacrifie les droits individuels et sociétaux au seul profit d'un secteur érigé en oligopole qui pour étendre encore le champ de ses activités met en avant l'hypothétique création d'emplois. Comme plusieurs des intervenants qui ont pris la parole lors de l'audition publique, l'ABD-BVD et l'ECIA s'étonnent de ce que, dans un document parlant des données le concernant, le citoyen soit singulièrement oublié. Lorsqu'il est fait allusion à lui, c'est presque toujours en tant que consommateur qu'il apparaît.

Le droit à l'information qui est inscrit dans presque toutes les législations nationales et que le livre vert aurait tendance à vouloir limiter est en fait insuffisant. Pour évoluer vers une Europe citoyenne, il faut que non seulement le citoyen ait l'accès théorique à l'information mais aussi qu'il perçoive la nécessité de s'informer et qu'il puisse identifier les sources d'information et utiliser les outils nécessaires à leur sélection.

S'il est vrai que l'information est déjà la matière première de l'avenir, il faut pour qu'elle contribue à un développement futur qui soit équilibré et durable que les fonctions principales soient assurées, à savoir la mémorisation, le traitement et la communication.

Le livre vert considère que la collecte et la mémorisation sont de la responsabilité des pouvoirs publics. L'industrie du contenu s'est presque toujours désintéressée de cet aspect qui mobilise beaucoup d'énergie et qui est plutôt source de coûts que de bénéfices. Par contre, le traitement intéresse les sociétés d'édition : un des intervenants n'a-t-il pas insisté pour que les bases des données publiques soient mises à leur disposition au plus tôt ?

L'ABD-BVD et l'ECIA, de par leur pluralité, acceptent volontiers que les données soient utilisées par les sociétés pour créer des produits et des services nouveaux. Cela ne peut que susciter des initiatives, stimuler la créativité, créer de la valeur ajoutée et être profitable non seulement au secteur privé mais à toute la société. Ce qu'elles ne peuvent admettre, c'est que l'on définisse des droits d'exploitation et des droits d'exclusivité. Nous pensons que les lois du marché doivent s'appliquer honnêtement entre les concurrents et que par exemple, il est inacceptable d'accuser le secteur public de concurrence déloyale lorsqu'il est le seul à porter les frais de la collecte et du stockage.

La directive WIPO sur les bases de données et la directive sur le droit d'auteur actuellement en cours de discussion sont déjà lourdes de menaces. Or, l'information du secteur public doit rester accessible à tous. Seul le produit peut jouir d'une protection. Le contenu doit rester du domaine public et doit pouvoir être communiqué sans entrave à toutes les personnes intéressées. Au contraire, si l'accès le plus large était inscrit dans la législation, des initiatives visant à la vulgarisation et à la mise en valeur se feraient jour. De plus, si l'on veut que l'information profite aussi au citoyen, nous pensons qu'il est impératif d'envisager des actions visant à l'informer de son existence et à le former à son utilisation. Les secteurs de l'enseignement et de la recherche y seraient parties prenantes.

L'ABD-BVD et l'ECIA ont été très étonnés d'apprendre que les entreprises européennes de l'industrie du contenu connaissent de grandes difficultés. Le schéma est quelque peu réducteur car s'il est vrai que de nombreuses petites sociétés d'édition ont peine à survivre, beaucoup d'entre elles ont été rachetées par l'un ou l'autre géant de l'édition dont les plus puissants sont situés, entre autres, sur le territoire européen. Il nous est difficile d'admettre que Reed-Elsevier soit une société en difficulté quand elle affiche des bénéfices de 40% et que sa fusion annoncée puis reportée avec Kluwer, a attiré l'attention tant de la commission à la concurrence de la CE que du Département de la Justice américain. Le fait que la presse ait rapporté des bruits de fusion avec Microsoft, s'il nous rassure sur la santé financière de l'entreprise, inquiète au plus haut point ses clients publics et privés. Le rachat de Lexis-Nexis, présenté de façon assez bizarre comme le résultat d'une situation compétitive désavantageuse, montre qu'au contraire la firme a acquis une puissance qui lui permet de damer le pion à ses concurrents américains, le rachat cité n'étant d'ailleurs pas le seul. L'accès général à l'information doit primer. Il faut à tout pris éviter que les usagers ne soient les otages de sociétés privées spécialisées dans la fourniture d'information et pour lesquelles bien souvent "the sky is the limit" en matière de prix de l'information.

L'ABD-BVD et l'ECIA sont surpris de constater que l'information scientifique et technique n'est reprise dans le livre vert que sous la seule variante de l'information brevet. Dans ce domaine, s'il est vrai que la redondance en matière de recherche conduit à un énorme gaspillage, les spécialistes pensent qu'il s'agit surtout d'un problème de formation. Les sources d'information dans ce domaine existent et sont de grande qualité mais elles sont souvent négligées dans la chaîne de transmission du savoir. Par contre, les services publics d'enseignement et de recherche produisent une quantité énorme d'information. Est-ce parce qu'elle est déjà majoritairement aux mains d'éditeurs privés, d'ailleurs de moins en moins nombreux, qu'elle est passée sous silence ? En négligeant l'information issue de la recherche fondamentale, on se limite à la capitalisation sur le court terme et l'on perd des occasions de jeter les bases d'un développement futur ainsi, par exemple, les biotechnologies, qui occupent une place si importante dans notre développement actuel, sont issues des travaux de la biologie moléculaire fondamentale.

Réponses aux questions posées

En ce qui concerne les différentes questions posées par le Livre Vert, voici les réponses de l'ABD-BVD et de l'ECIA

Question 1.

L'approche la plus large, c'est-à-dire dans ce cas l'approche fonctionnelle, apparaît comme la plus appropriée.

Question 2.

Les conditions différentes d'accès sont, entre autres facteurs, une des barrières à la circulation des informations. Le problème est cependant très complexe. Il dépend des secteurs et d'obstacles pratiques tout autant que des législations. Il n'est pas possible de répondre à une telle question sans une analyse fouillée, secteur par secteur, des conditions actuelles.

Question 3.

Les bibliothécaires et documentalistes sont des personnes-clés dans la mise en valeur de l'information et dans la réalisation d'outils adéquats. La tâche passe par l'utilisation de normes officielles ou d'éléments reconnus comme tels (Z39/50, Dublin Core) et par le recrutement de personnes qualifiées au sein d'organismes certifiés. Les catégories suivantes d'information devraient être considérées : sujet, contenu, taille du document, type de document, domaine d'application, langue, pays concerné, ...

Question 4.

Les différences dans les politiques de tarification et d'accès créent des inégalités entre les citoyens et les entreprises (voir le point 97) et sont comme telles des entraves à l'intégration européenne. En ce qui concerne

l'information sous forme électronique, les tarifications en matière de télécommunications aboutissent à ce que le consommateur paie l'information, même gratuite, par ce biais et que paradoxalement, plus le service est lent et plus il paie. Parmi les modèles proposés, les approches françaises et américaines sont de loin préférables. Il faut éviter de faire payer le citoyen pour des données qu'il a contribué à récolter au travers de la taxation. Par contre, il est normal que les entreprises qui vont créer des produits à valeur ajoutée parfois importante contribuent aussi indirectement au financement des opérations de collecte et de mémorisation.

Les lignes directrices européennes de 1989 devraient être revues : 'nécessairement' devrait disparaître et 'peut' devrait être remplacé par 'doit'. La gratuité peut même être envisagée dans certains cas.

Question 5.

Ce point a déjà été traité en ce qui concerne les aspects des coûts qui sont couverts par le seul service public. On s'étonne de retrouver ici l'accusation de position dominante à l'encontre du service public alors que manifestement le document tel qu'il est rédigé contribuerait à renforcer la position dominante que certaines firmes privées étendent progressivement sur certains domaines de l'information. L'ABD-BVD est dans son ensemble opposée aux concepts de contrats et de droits exclusifs qui seraient des entraves sérieuses à la concurrence.

La mise à disposition des brevets par l'Office Européen des Brevets avait déjà soulevé la même question. Il ne s'agit pas d'une concurrence déloyale, puisque les organismes du secteur public sont chargés de la collecte des données en question. Il appartient aux opérateurs privés de trouver des moyens de mise en oeuvre apportent une réelle valeur ajoutée, et qui justifient un surcoût.

Question 6.

Les différents régimes de droit d'auteur sur l'information du service public sont vraisemblablement des barrières à la diffusion et à l'exploitation de l'information du service public. S'il est vrai que le droit d'auteur ne limite pas le droit d'accès, sa raison d'être n'est pas pour autant limitée au seul potentiel de source de revenus. C'est le droit moral qui devrait être le premier fondement du droit d'auteur et les pratiques qui consistent à conditionner une publication à la cessation des droits d'auteur devraient être examinées.

Question 7.

Le respect de la vie privée est un principe qui ne peut être transgressé que dans des cas très précis repris dans la loi. Aucune application de nature commerciale ne devrait pouvoir y porter atteinte dans le seul but de réaliser des études de marché. En matière d'information électronique, l'utilisation de 'cookies' est de nature à porter atteinte à ce droit. Les acteurs commerciaux sont évidemment très intéressés par toutes les informations susceptibles de leur permettre de mieux cibler leur clientèle. On peut évidemment refuser les "cookies", mais alors bien souvent, on ne peut plus accéder à l'information souhaitée. Les acteurs commerciaux répondront que cela est fait en vue de faciliter la vie de l'utilisateur : évidemment, mais à quel prix?? Où est le droit à la "serendipity", si l'on nous oblige à utiliser des agents intelligents?

Question 8.

Le problème de la responsabilité en matière d'information est un problème très vaste et très complexe dont l'information du secteur public n'est qu'une partie et mériterait à ce titre d'être examiné par des spécialistes du droit.

Question 9.

On peut envisager le problème sous l'angle technique : meilleures performances des serveurs, mises à jour fréquentes et annoncées, outils de recherche... mais aussi sous l'angle formel. Pour que le public s'intéresse à cette information, il faudrait qu'elle lui soit présentée sous une forme accessible. L'information telle qu'elle est diffusée actuellement l'est généralement sous une forme accessible aux spécialistes (statistiques, juridique, technique...). Si l'on veut atteindre aussi le grand public, et la demande existe, on pourrait en trouver des exemples dans tous les domaines, un gros effort de vulgarisation et de formation devrait être consenti. On peut s'étonner aussi d'un manque de continuité dans l'action. Des projets pilotes disparaissent sans que l'information qu'ils prodiguaient soit disponible ailleurs.

Question 10.

Si l'Europe a sur les Etats-Unis un retard dans l'accès à l'information, il vient plus d'une différence culturelle que de manque de moyens. Le système scolaire européen qui privilégie, surtout dans les pays du sud, un enseignement magistral, a longtemps négligé la recherche d'information à titre individuel et collectif. Il faudrait investir dans la formation à la recherche documentaire à tous les niveaux en créant des outils, en formant des formateurs,... Le champ est vaste et les télécommunications sont une chance qu'il ne faudrait pas gaspiller en les

appliquant au seul domaine du divertissement et à la sphère professionnelle. La profession de bibliothécaire-documentaliste est différemment reconnue et organisée dans les différents pays. Il serait nécessaire d'intégrer les formations, les pratiques et la législation du travail dans le cadre de cette profession que l'omniprésence de l'information dans notre société rend de plus en plus attrayante.

Ce document a été rédigé par Mesdames S. Jérôme et E. Luctkens et Dhr D. Vanpée, tous trois administrateurs de l'ABD-BVD, et en collaboration avec l'ECIA. Nous avons auparavant demandé aux membres de l'ABD-BVD de nous faire part de leurs commentaires au sujet du livre vert, via <http://www.synec-doc.be/abd-bvd/misc/publicin1.html>. Nous y publierons également ce document, en précisant que les autres contributions seront accessibles via <http://www.echo.lu/legal/en/access.html>.